

Deux types de politique étrangère

par *Thierry Meyssan*

La politique étrangère vise à prévenir les conflits avec les voisins et à développer leurs relations pacifiques. Cependant les Occidentaux ont abandonné cet objectif pour adopter la promotion de leurs intérêts collectifs au détriment des autres acteurs.

RÉSEAU VOLTAIRE / PARIS (FRANCE) / 6 JUILLET 2021

عربي DEUTSCH ΕΛΛΗΝΙΚΑ ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO NEDERLANDS PORTUGUÊS TÜRKÇE



Le philosophe Aristote forma l'empereur Alexandre le Grand en lui apprenant à respecter les cultures et les dirigeants des pays conquis. Son empire, si particulier, n'exploita jamais ses sujets.

Chaque siècle des relations internationales est marqué par les initiatives de quelques hommes d'exception. La manière dont ils envisagent les relations extérieures de leur pays repose sur des principes communs.

Prenons comme exemples récents les cas de l'Indien Jawaharlal Nehru, de l'Égyptien Gamal Abdel Nasser, de l'Indonésien Soekarno, du Chinois Zhou Enlai, du Français Charles De Gaulle, du Vénézuélien Hugo Chávez, et aujourd'hui du Russe Vladimir Poutine ou du Syrien Bachar el-Assad.

Identité ou Géopolitique

En tout premier lieu, ces hommes ont cherché à développer leur pays. Ils n'ont pas fondé leur politique extérieure sur une stratégie géopolitique, mais sur l'identité de leur pays. Au contraire, l'Occident actuel envisage les relations internationales comme un échiquier sur lequel on pourrait imposer un Ordre Mondial via une stratégie géopolitique.

Le terme « géopolitique » a été créé à la fin du XIXème siècle par l'Allemand Friedrich Ratzel. C'est lui qui a également inventé le concept d'« espace vital » cher aux nazis. Il était légitime selon lui de diviser le monde en grands empires, dont l'Europe et le Moyen-Orient sous domination allemande.

Annonce fermée par Google

Par la suite l'États-unien Alfred Mahan rêva d'une géopolitique fondée sur le contrôle des mers. Il influença le président Theodore Roosevelt qui lança les États-Unis dans une politique de conquête des détroits et canaux transocéaniques.

Le Britannique Halford John Mackinder conçoit la planète comme une terre principale (l'Afrique, l'Europe et l'Asie) et deux grandes îles (les Amériques et l'Australie). Il pose que le contrôle de la terre principale n'est possible qu'en conquérant la grande plaine d'Europe centrale et de Sibérie occidentale.

Finalement un quatrième auteur, l'États-unien Nicolas Spykman tentera une synthèse des deux précédents. Il influencera Franklin Roosevelt et la politique d'endiguement de l'Union soviétique, c'est-à-dire la Guerre froide. Il fut repris par Zbigniew Brzezinski.

La géopolitique au sens strict du terme n'est donc pas une science, mais une stratégie de domination.

Smart power

Si nous revenons aux exemples des grands hommes des XX-XXIème siècles qui ont été acclamés non seulement chez eux, mais à l'étranger, pour leur politique étrangère, nous constatons qu'elle n'était pas liée à leurs capacités militaires. Ils n'ont pas tenté de conquérir ou d'annexer de nouveaux territoires, mais de diffuser l'image qu'ils avaient de leur propre pays et de sa culture. Bien sûr, s'ils disposaient aussi d'une armée puissante —donc de la bombe atomique— comme De Gaulle et Poutine, ils pouvaient se faire mieux entendre. Mais l'essentiel n'était pas là pour eux.

Chacun de ces grands hommes a aussi développé la culture de son pays. On pense à Charles De Gaulle avec André Malraux. Il était très important pour eux de magnifier les créations artistiques de leur pays et de souder leur peuple autour d'elles. Puis de projeter leur culture à l'étranger.

Annonce fermée par Google

D'une certaine manière, c'est le « pouvoir intelligent » (*Smart Power*) dont parlait l'États-unien Joseph Nye. La culture vaut autant que les canons pourvu que l'on sache l'utiliser. Pourquoi personne n'envisage d'attaquer le Vatican qui n'a pas d'armée ? Parce que cela choquerait tout le monde.

Égalité

Les États sont comme les hommes qui les composent. Ils souhaitent la paix, mais se font facilement la guerre. Ils aspirent à l'application de certains principes, mais les négligent parfois chez eux et plus encore avec les autres.

Lorsqu'à la fin de la première Guerre mondiale fut créée la Société des Nations (SDN), tous les États-membres furent déclarés égaux, mais les Britanniques et les États-Uniens refusèrent de considérer tous les Peuples comme égaux en Droit. C'est d'ailleurs leur refus qui suscita l'expansionnisme japonais.

Certes, l'Organisation des Nations unies, qui se substitua à la SDN à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, avalisa l'égalité des peuples, mais pas les Anglo-Saxons dans leur pratique. Aujourd'hui les Occidentaux créent des organisations intergouvernementales sur tous les sujets, par exemple la liberté de la presse ou la lutte contre la cyber-criminalité. Mais ils le font entre eux, en excluant les autres cultures, notamment russe et chinoise. Ils créent ces organisations pour les substituer aux forums des Nations unies où tous sont représentés.

Annonce fermée par Google

Que l'on ne se méprenne pas : il est par exemple tout à fait légitime de réunir le G7 pour s'entendre avec ses amis, mais pas du tout acceptable de prétendre à 7 définir les règles de l'économie mondiale. Qui plus est en excluant de la réunion la première économie mondiale, la Chine.

Le Droit et les règles

L'idée d'un règlement juridique des relations internationales a été poussée par le tsar russe Nicolas II. C'est lui qui convoqua, à La Haye (Pays-Bas), la Conférence internationale pour la paix de 1899. Les républicains radicaux français, conduits par le futur prix Nobel de la paix Léon Bourgeois, y ont jeté les bases du Droit international.

L'idée en est simple : ne sont acceptables que les principes adoptés en commun, jamais ceux qui sont imposés par les plus forts. Ces principes doivent refléter la diversité de l'humanité. Ainsi, le Droit international commença-t-il avec des tsaristes et des républicains, des Russes et des Français.

Cependant cette idée a été dévoyée avec la création de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (autoproclamé « seul centre légitime de prise de décisions »), puis avec celle du Pacte de Varsovie. Ces deux alliances (l'Otan dès sa création, le Pacte à partir de la doctrine Brejnev) n'étaient que des « arrangements de défense collective destinés à servir les intérêts particuliers des grandes puissances ». En ce sens, elles contreviennent formellement à la Charte de l'Onu. D'où la Conférence de Bandung (1955) au cours de laquelle les non-alignés ont reprecisé les principes de La Haye.

Annonce fermée par Go

Ce problème ressurgit aujourd'hui, non pas qu'il y ait un nouveau mouvement pour échapper à la Guerre froide, mais au contraire parce que les Occidentaux veulent retourner à une Guerre froide contre la Russie et la Chine cette fois.

Systématiquement dans tous leurs communiqués finaux, les sommets des puissances occidentales ne font plus référence au Droit international, mais à des « règles », jamais explicitées. Ces règles, contraires au Droit, sont édictées *a posteriori* autant que de besoin par les Occidentaux. Ils parlent alors de « multilatéralisme efficace », c'est-à-dire en pratique de violation des principes démocratiques de l'Onu.

Ainsi, alors que le Droit international reconnaît le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les Occidentaux ont reconnu l'indépendance du Kosovo sans référendum et en violation d'une résolution du Conseil de sécurité, mais ils ont rejeté l'indépendance de la Crimée pourtant approuvée par référendum. Les règles occidentales, c'est le « Droit à la carte ».

Les Occidentaux prétendent que chaque pays doit respecter l'égalité en droit de ses habitants, mais ils s'opposent féroceement à l'égalité entre les États.

L'impérialisme ou le patriotisme

Les Occidentaux, auto-proclamés « camp de la démocratie libérale » et « communauté internationale », accusent tous ceux qui leur résistent d'être des « nationalistes autoritaires ».

Il s'ensuit des distinctions artificielles et des amalgames grotesques dans le seul but de légitimer l'impérialisme. Ainsi,

pourquoi opposer démocratie et nationalisme ? En effet, il ne peut exister de démocratie que dans un cadre national. Et pourquoi associer nationalisme et autoritarisme ? Sinon pour discréditer les nations.

Aucun des grands dirigeants que j'ai mentionnés n'était états-unien ou suiviste. C'est d'abord là qu'est la clé.

Thierry Meyssan